

COMMUNIQUE DE PRESSE

LES MENSONGES DU POUVOIR SUR LA RECHERCHE

L'annonce de la suppression nette de 15.000 postes de fonctionnaires au budget 2007, dont 7.000 au sein de l'Education nationale démontre l'acharnement du gouvernement dans une politique qui mine le corps social. Malgré l'évidence des échecs (difficultés dans les quartiers où se concentrent les exclusions, crise de la justice,...), malgré la résistance du monde du travail –dont témoigne le succès dans la lutte contre le CPE- le choix de la brute logique libérale choque.

Le gouvernement ne tient pas compte des besoins de l'éducation nationale en évitant "d'investir dans l'avenir" : des filières supprimées à la rentrée, des retards dans les opérations d'orientation et de suivi des élèves et des étudiants, dans le versement des salaires, ... dans le développement des équipes de recherche, voilà ce qui se profile.

L'aggravation est là : chiffrée. 3 fois plus de suppressions d'emplois qu'en 2006 (5300), 2 fois moins de créations dans les secteurs dits prioritaires (1500 annoncés pour le supérieur et la recherche en 2007, alors que près de 3000 postes ont été arrachés par les luttes en 2006). Et les mensonges des ministres s'affichent au grand jour. A les entendre, l'an passé, quand, avec le SNCS, SLR, et bien d'autres, nous exigeons une programmation pluriannuelle des créations d'emplois et des budgets..., la reconduction au budget 2007 de 3000 créations « recherche » était acquise !!

Les débats -si étriés soient-ils- organisés dans le cadre de la mission « université-emploi », posent au contraire des revendications fortes : orientations, accompagnement des étudiants, tutorat, besoins en enseignants-chercheurs, en locaux, etc...

Le plan pluriannuel pour l'enseignement supérieur et la recherche que le SNESUP a lancé à Dunkerque, propose une tout autre ambition pour notre pays. Bien au-delà du syndicat, les personnels et étudiants du supérieur et de la recherche s'en emparent pour que la légitime riposte à cet avant-projet de budget s'organise et se fasse entendre.

Paris, le 14 juin 2006